

Le racket de la banlieue continue



101 maires de banlieue viennent réclamer des sous à l'exécutif pour leurs électeurs.

Au motif que les banlieues seraient des « bombes à retardement ».

« Tout est sur la table du président de la République. Il ne faudra pas s'étonner si l'aggravation des fractures dans ces quartiers entraîne un recul républicain. Si les professionnels perdent la main sur ces sujets, d'autres la prendront. C'est une bombe à retardement et il n'y a pas de plan B», prévient Guillaume Villemot avant d'envoyer son courrier de la dernière chance à Emmanuel Macron.

C'est ainsi, moins les richesses migratoires veulent s'intégrer, plus il faut dépenser d'argent pour les intégrer. Comme si l'argent achetait tout.

Mais puisqu'on leur dit depuis trente ans que ce n'est pas avec du son qu'on fait avancer un âne qui n'a plus soif. Non pas qu'il crache sur le pognon, l'ânon, mais il est têtue sur sa volonté de ne jamais devenir un mouton français que l'on tond à loisir, le bachibouzouk des horizons lointains. Ces maires s'imaginent changer un code génétique avec une poignée dollars, quel manque d'intelligence !

Déjà qu'avec la chloroquine le Pr Raoult n'a jamais réussi à évangéliser les autorités mandarines médicales, pensez-donc où se niche la fatuité, des maires de banlieues françaises qui voudraient se faire publier dans « the Lancet » pour avoir démontré que le haineux devient l'agneau capable de brûler un Coran en public passé le seuil de 10 000 € par mois versé sur son compte bancaire.

En effet, si on reprend dans le bon sens la phrase de monsieur Villemot ci-dessus, il faudrait payer encore davantage les pépites migratoires pour qu'elles deviennent républicaines. Ce genre de racket entraîne illico deux réflexions.

En premier lieu, on nous assène régulièrement, sociologues, politologues, journalistes, économistes, politiciens et autres spécialistes, que l'immigration effrénée était une richesse pour la France.

Habitat et vie sociale, SRU, Zep, banlieues 89, PNRU Borloo, ZFU, ANRU, Plan Espoir Banlieue, Emplois-Francis, PIA, quartiers prioritaires, etc...

40 ans de plans banlieues à robinet ouvert à dizaines de milliards pour quel résultat ?

Voitures brûlées, écoles brûlées, médiathèques brûlées, gymnases brûlés, mobilier urbain brûlé, pompiers et urgentistes non désirés, policiers traqués interdits de séjour qui ne se le font pas dire deux fois, n'y venant plus, chauffeurs de bus attaqués. Le pays baigne réellement dans une richesse inouïe ; une seule chose me tourmente, aucun pays occidental bien né ne nous envie...

Du coup je me demande, savoir si on ne nous a pas menti : l'immigration est-elle une chance pour la France ou le gouffre à pognon du pays, le trou noir du budget national, le puits sans fin de l'évaporation financière ?

Vous imaginez le bonheur des campagnes et des agriculteurs si on avait déversé une telle manne dans nos régions ????

N'a-t-il pas de quoi se plaindre de discrimination, le petit paysan qui vit avec 500 € par mois mais qui trime quand même ?

Les écoles, les gymnases et les médiathèques n'auraient-elles pas été mieux conservées, bichonnées, honorées dans la ruralité plutôt que brûlées par les racailles de ces banlieues ???

Pourquoi toujours donner le caviar aux mêmes gorets qui sont incapables d'en percevoir les bienfaits ?

Et d'ailleurs, pourquoi ces élus ne doublent-ils ou triplent-ils pas les impôts locaux, taxes foncières et taxes sur les entreprises, pour subvenir aux besoins de leurs administrés ?

Pourquoi ne lèvent-ils pas un impôt sur les mosquées et sur les musulmans ?

Pourquoi ne taxent-ils pas les points-drogue et leurs acteurs, puisqu'ils sont connus de tous, on voit des préfets les fréquenter assidûment ? Ces milliards de la drogue, où sont-ils dans les budgets communaux, qui vont-ils irriguer, qui touche quoi ? Et les dizaines de milliards de fraudes sociales annuelles, qui les palpe ??? Et si dans les banlieues ils étaient encore plus riches que la moyenne des Français, mais l'enrichissement étant frauduleux, il reste caché ?

Et pourquoi ce serait au reste du pays, notamment les campagnes encore saines, de financer les gabegies migratoires des métropoles ?

En second lieu, nonobstant cet échec patent, les guignols politiques et politico-économisto-ethnologues qui donnent des leçons droits-de-l'homnistes aux citoyens continuent leur traite négrière d'importation tout en en élargissant l'éventail des pays de départs dont les populations sont les plus haineuses qui soient, Pakistan, Turquie, Tchétchénie,

etc. Ainsi les crétins de la mondialisation n'ont tiré aucune leçon du ratage total de la greffe d'organe, le donneur étant vicié dès l'origine, et suite à cette immigration septicémique frelatée, de l'impossible intégration. C'est comme ces entêtés qui ont toujours tort mais qui persistent dans leur erreur car l'avouer serait reconnaître l'inutilité de leur vie même qui les conduirait à l'effondrement mental.

Mais qu'ils reconnaissent enfin le néant de toute leur vie et qu'ils se suicident, c'est l'une des dernières actions qui pourrait leur racheter un petit bout de conduite.

Or même le suicide, ils n'en ont pas le courage.

La peur d'une explosion sociale, le souci du pauvre de quartier, l'aide au prochain dans la mouise, tout cela, c'est l'alibi officiel, ils osent se donner en public de l'humanisme.

C'est ici encore du mensonge.

Le vrai motif à vouloir donner du pognon, c'est que ces élus, qui croyant trouver de nouveaux électeurs ont ardemment soutenu la submersion migratoire, sentent confusément qu'ils vont payer de leur vie leur engagement allogénique : menaces de mort (décapitation par exemple) sur les maires de Bron, de Mantes, de Ris-Orangis, incivilités sur élus, ils commencent de vivre ce que vivent les citoyens ordinaires depuis des années, c'est la nouveauté.

Pourtant bien des patriotes avaient annoncé depuis quelques lustres ce processus clairement formalisé : après avoir occis du citoyen de base, du policier, du prof, l'échelon suivant, c'est au tour des juges et des politiques de passer au tourniquet.

Inutile de s'en étonner, c'est le programme séculaire du musulman en conquête, il n'y a que les crétins qui nous gouvernent qui ne l'ont jamais compris, incapables même de tirer les leçons des années de plomb de l'Algérie des années 90.

Du coup, en première ligne, tous les élus de ces banlieues

prennent peur, ils sentent la lame qui se rapproche de leur jugulaire, ils sentent l'attentat possible à tout instant. Comme si l'attaque de Conflans-Sainte-Honorine, perpétrée en pleine rue à quelques mètres d'un établissement scolaire, au surplus en plein jour et à la sortie des cours, de manière totalement décomplexée en quelque sorte, avait fait sauter un couvercle et révélé le puissant courant de haine charrié jusqu'à présent de manière masquée par toute une frange allogène du pays.

Après avoir joué les bons samaritains, moquant et traitant les lucides et clairvoyants de fascistes et d'extrémistes drouâatiers, ces élus se sentent perdus devant leur population d'importation. On sent le désarroi suinter dans cet appel aux milliards, une détresse comme seuls ceux du radeau de la Méduse ont pu l'éprouver.

C'est le docteur Frankenstein effaré devant le monstre qu'il a accouché, Freud qui révèle son surmoi du Mal, la famille Adams découvrant avec effroi que le prêtre possédé n'est rien d'autre qu'un imam qui pratiquait la taqîya pour mieux égorger dans le confessionnal, et que la gousse d'ail n'est d'aucun effet dans cette criminologie, seul le jus de porc étant efficace pour exterminer le musulman possédé, et justement, ils n'en ont pas !

Vous savez quoi ????

Certains ne seraient pas vraiment dans l'émoi le plus total si une bonne tripotée de ces maires immigrationnistes se faisait lyncher en public par leurs ouailles dans le besoin. Ce serait du Gershwin revisité façon « Un musulman à Paris », avec chorégraphie en djellabah et burquini à tonalité arabe.

Juste pour que les autres ouvrent les yeux.

Leur vie aurait enfin servi à quelque chose.

Un dernier truc me chiffonne.

Je me demande si Emmanuel Macron, qui aurait assimilé Machiavel et le Prince, n'aurait pas une réflexion du même tonneau pour refuser de leur balancer des dollars.

Se disant que cela ferait pas mal de concurrents et d'opposition en moins pour 2022.

Je l'ai toujours un peu pensé, le locataire actuel de l'Élysée, à la manière de la pie qui chante, petit mais fûté-costaud non ????

Jean d'Acre

101 maires alertent Emmanuel Macron sur la « bombe à retardement » des banlieues frappées par la crise

INFO LE FIGARO – En association avec le collectif Territoires gagnants, les élus réclament 1 % des 100 milliards du plan de relance pour sauver les zones sensibles en voie de paupérisation accélérée.

Par Emmanuel Galiero

Publié il y a 5 heures, mis à jour il y a 3 heures

Tous les signaux sont au rouge dans les quartiers. Le collectif Territoires gagnants, qui rassemble des maires et des présidents d'associations, vient de mobiliser 101 élus locaux pour envoyer un message d'alerte au président de la République. Dans une lettre qui sera transmise à l'Élysée samedi, les signataires proposent de réserver 1% du plan de relance, soit 1 milliard d'euros, pour répondre aux urgences constatées dans des quartiers en grande souffrance. Avec la crise sanitaire et ses conséquences économiques, les associations caritatives avaient déjà signalé une explosion des demandes d'aides (hausse de 50%) et l'apparition de nouveaux profils sociologiques parmi les bénéficiaires de la solidarité. Cette fois, élus et professionnels estiment que ces difficultés sont décuplées dans les banlieues et qu'il est primordial d'apporter une réponse avant l'effondrement.

À lire aussi : Pauvreté: la nouvelle alerte du Secours catholique

Taux de chômage en hausse accélérée, paupérisation des emplois, croissance de l'aide alimentaire, chute des inscriptions dans les salles de sport et les associations culturelles destinées aux jeunes, baisse du nombre de

licenciés, triple baisse des revenus dans les foyers, du nombre de licenciés et des créations d'association ... «Nous constatons des baisses de 25% à 30%», s'inquiète Guillaume Villemot, ex-signataire de l'appel de Grigny lancé en 2017 dans le cadre des États généraux de la ville et membre du collectif Territoires gagnants.

Des maires submergés par les urgences

Aujourd'hui, quand certains départements comme la Sarthe ou les Yvelines enregistrent une progression des demandes de RSA dépassant les 17%, les acteurs de terrains constatent un effet en cascade dans les quartiers où même les bénévoles de l'humanitaire, qui sont plus souvent des seniors, commencent à manquer à l'appel à cause du confinement et des difficultés économiques. «Les maires sont pleins de bonne volonté mais ils sont submergés par les urgences», insiste encore le président de l'agence des quartiers.

Parmi les 101 maires signataires du courrier adressé au chef de l'État trois ans après son discours de Tourcoing (Emmanuel Macron avait alors soutenu l'idée d'un nouveau pacte de confiance sur la politique de la ville), on retrouve le président des maires de France François Baroin (Troyes), Guillaume Delbar (Roubaix), Frédéric Leturque (Arras), Marie-Claude Jarrot (Montceau-les-Mines) ou encore Laurent Marcangeli (Ajaccio).

Pour tous ces élus, il est donc urgent de relancer le pacte de confiance. L'État s'est engagé dans la labellisation de 120 cités éducatives mais la France compte 1400 quartiers prioritaires et la baisse des aides personnalisées au logement (APL) a eu des conséquences sur les allocataires mais également sur les bailleurs. «La mesure de chômage partiel à hauteur de 80% du salaire est certainement une mesure extraordinaire mais les 20% de revenus manquants pèsent très lourd dans les foyers 10 euros en fin de mois sont hyper essentiels», insiste Villemot.

«C'est une bombe à retardement et il n'y a pas de plan B»

Tout en ayant «parfaitement conscience» des limites de l'État en ces temps difficiles, l'initiateur de la lettre à Emmanuel

Macron estime que la création d'un conseil national des solutions permettrait de cibler avec précision les urgences. Ainsi, ce milliard que les élus demandent pour les banlieues serait réparti en priorité vers le monde associatif culturel à destination des jeunes (100 millions), les aides humanitaires d'urgence (200 millions), la création de centres médicaux et maisons de santé (200 millions), la mobilisation des acteurs de l'emploi (120 millions) et le reste consacré notamment aux médiateurs, à la lutte contre l'illettrisme et à la mobilité. «Tout est sur la table du président de la République. Il ne faudra pas s'étonner si l'aggravation des fractures dans ces quartiers entraîne un recul républicain. Si les professionnels perdent la main sur ces sujets, d'autres la prendront. C'est une bombe à retardement et il n'y a pas de plan B», prévient Guillaume Villemot avant d'envoyer son courrier de la dernière chance à Emmanuel Macron.